

ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

Le monde d'après...

Edito

- Claude Bernard, Bachelard et Feyerabend: trois scientifiques contre le scientisme

Politique

- La raison contre la peur
- Travail, est notre seul droit
- Face aux APC et PSE, ou sont les AG?
- Le grand confinement et ses suites
- Onfray, le Pierre Ganivet de notre temps

Monde du travail

- Stop aux accords de la honte!
- Le jour où les méprisants voleront...
- Collectif de travailleurs en lutte de l'aéronautique et d'ailleurs

Santé

- SEGUR: un accord indigne et de trahison...

Ecologie

- Triste bilan au Liban

Mémoires

- Trois compagnons tombés sous des balles fascistes
- A la mémoire de Teclé Hagos

International

- Serbie: La lutte des classes, pas des élections parlementaires!
- Liban: le gouvernement est une organisation terroriste
- La classe ouvrière Iranienne à besoin de notre solidarité
- Non au travail le dimanche



d'après le dictateur de Charlie Chaplin -

2 EUROS /// N°169
SEP - OCT 2020

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Claude Bernard, Bachelard et Feyerabend : trois scientifiques contre le scientisme.

Une communauté scientifique divisée, des mensonges gouvernementaux légitimés par un conseil scientifique, des injonctions sanitaires contradictoires, des prévisions systématiquement fausses, un droit de prescription des médecins bafoué par le Conseil de l'Ordre... Comme aux pires heures de la catastrophe de Tchernobyl, le constat est posé, une certaine science s'est servilement mise au service de l'État.

Cet accouplement monstrueux signe la persistance d'un projet politique aussi ancien que pervers, consistant en la mise en œuvre d'une politique ancrée sur des dogmes ayant pour but de nier la liberté des individus au profit d'un ordre social et économique figé et donc sans perspective de changement. Ce projet est parfaitement explicité par une figure des Anti-Lumières, Ernest Renan. Dans « L'avenir de la science » appelaït de ses vœux en 1890, « un gouvernement scientifique, où des hommes compétents et spéciaux traiteraient les questions gouvernementales comme des questions scientifiques et en chercheraient rationnellement la solution. ».

Rappelons qu'à cette époque la dictature de Porfirio Diaz, qui allait être balayée par la Révolution Mexicaine, avait pris ce modèle en s'appuyant sur « los Científicos » c'est-à-dire un conglomérat de personnages richissimes utilisant la technocratie et les statistiques pour exploiter une population réduite à la misère.

Une telle idéologie scientiste s'est très rapidement heurtée à la pensée scientifique moderne, dès 1865, Claude Bernard écrivait un premier avertissement vis-à-vis de l'émergence des études statistiques en matière médicale et surtout de leur tendance à transformer des probabilités en certitudes et ces certitudes en fantasmes.

« Quant à la statistique, on lui fait jouer un grand rôle en médecine, et dès lors elle constitue une question médicale qu'il importe d'examiner ici. La première condition pour employer la statistique, c'est que les faits auxquels on l'applique soient exactement observés afin de pouvoir être ramenés à des unités comparables entre elles. Or, cela ne se rencontre pas le plus souvent en médecine. Tous ceux qui connaissent les hôpitaux savent de quelles causes d'erreurs grossières ont pu être empreintes les déterminations qui servent de base à la statistique. Très souvent le nom des maladies a été donné au hasard, soit parce que le diagnostic était obscur, soit parce que la cause de mort a été inscrite sans y attacher aucune importance scientifique, par un élève qui n'avait pas vu le malade, ou par une personne de l'administration étrangère à la médecine. Sous ce rapport, il ne pourrait y avoir de statistique pathologique valable que celle qui est faite avec des résultats recueillis par le statisticien lui-même. Mais dans ce cas même, jamais deux malades ne se ressemblent exactement ; l'âge, le sexe, le tempérament, et une foule d'autres circonstances apporteront toujours des différences, d'où il résulte que la moyenne ou le rapport que l'on déduira de la comparaison des faits sera toujours sujet à contestation. Mais, même par hypothèse, je ne saurais admettre que les faits puissent jamais être absolument identiques et comparables dans la statistique, il faut nécessairement qu'ils diffèrent par quelque point, car sans cela la statistique conduirait à un résultat scientifique absolu, tandis qu'elle ne peut donner qu'une probabilité, mais jamais une certitude » (Dans introduction à la médecine expérimentale)

Ce passage qui garde toute son actualité est peut-être destiné à rester dans l'oubli tant il est évident qu'il ne peut que déplaire à un système basé sur l'accumulation de données au profit des industriels du numérique. Au pire, il leur sera facile de déboulonner Claude Bernard, fondateur de la médecine expérimentale, au motif qu'il a largement pratiqué la vivisection. Mais il n'en demeure pas moins qu'en affirmant cette vérité fondamentale que « jamais deux malades ne se ressemblent exactement », il remet déjà en cause une médecine fondée sur les big data et défend pour chaque patient en tant qu'être unique le droit de ne pas être traité comme un numéro. C'est pourquoi la médecine pensée comme connaissance de l'humain débute toujours par un colloque singulier et direct entre la praticien et son patient.

Cette critique du réductionnisme mathématique va s'élargir un siècle plus tard. D'abord sous les coups de Bachelard qui dénonce dans « l'engagement rationaliste » la superstition scientifique des formalistes et des logiciens débitant une dialectique qui « peut conduire peut-être à une morale et à une politique générales. » mais absolument pas « à un exercice quotidien des libertés d'esprit, » contre ce rationalisme étriqué et bourgeois qui « prend alors un petit goût scolaire... élémentaire et pénible, gai comme une porte de prison,

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 169 / SEP - OCT 2020 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémy 31000 Toulouse - imprimé le 11 septembre 2020 sur les presses
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond

Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme! Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous. Pour tout problème d'abonnement: abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT AIT Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanencetout les samedis de 17H à 19H

facebook: @cnt-ait-toulouse:
<http://WWW.facebook.com/cnt-ait-toulouse-officiel->
twitter:@cntaitoulouse:
<http://twitter.com/cntaitoulouse>

page officielle des jeunes libertaires Toulouse et alentour.
contact:
<http://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>
<http://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>

page et profil et adresse mail de S.I.A solidaritéinternationaleantifasciste.wordpress.com
SIA-toulouse@riseup.net
<http://www.facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1>
<http://www.facebook.com/Solidarite-Internationale-Antifasciste-Toulouse>

accueillant comme une tradition. » Bachelard écrit que « pour penser, on aurait d'abord tant de choses à désapprendre ! Il propose ce qu'il nomme une démarche surrationaliste.

« Le risque de la raison doit d'ailleurs être total. C'est son caractère spécifique d'être total. Tout ou rien. Si l'expérience réussit, je sais qu'elle changera de fond en comble mon esprit. Je fais une expérience de physique pour changer mon esprit. Que ferai-je, en effet, d'une expérience de plus qui viendrait confirmer ce que je sais et, par conséquent, ce que je suis. Toute découverte réelle détermine une méthode nouvelle, elle doit ruiner une méthode préalable. Autrement dit, dans le règne de la pensée, l'imprudence est une méthode. Il n'y a que l'imprudence qui peut avoir un succès. Il faut aller le plus vite possible dans les régions de l'imprudence intellectuelle. Les connaissances longuement amassées, patiemment juxtaposées, avaricieusement conservées, sont suspectes. Elles portent le mauvais signe de la prudence, du conformisme.. »

En 1975, ce discours contre une méthode figée et que les politiciens voudraient hégémonique est amplifié par Feyerabend qui va écrire son essai « Contre la méthode » avec en sous-titre Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance.

Pour Feyerabend, il s'agit avant tout de pointer ce qu'il nomme le chauvinisme scientifique, c'est-à-dire un corpus de savoirs s'appuyant sur une méthode ad-hoc et dont l'État favorise la prolifération. Pour Feyerabend, il faut séparer la science de l'État, comme on a séparé l'État de la religion, de façon à ce que chaque individu soit en mesure de choisir librement ce qu'il doit penser. En tous les cas on assiste plus souvent au renouvellement de la connaissance qu'à son dépassement au sens étymologique du terme. Ainsi Copernic renouvelle Aristarque et la physique du XX^{ème} siècle renouvelle l'intuition des atomistes grecs. La prétention scientifique à renvoyer les connaissances passées aux poubelles de l'histoire et à mépriser des connaissances extra occidentales est nuisible à l'imaginaire nécessaire au renouvellement de la pensée scientifique et donc à son progrès.

Ce qu'on a appelé la crise sanitaire a mis en évidence cette bataille séculaire entre un savoir au service du système dominant et une science libre et ouverte. Version moderne de la croisade positiviste d'Auguste Comte pour qui la science devait être au service de l'ordre bourgeois contre l'esprit des Encyclopédistes responsables à ses yeux des troubles de la Révolution française. N'oublions jamais en tous cas qu'au contraire de Shakespeare, le pouvoir n'a jamais peur d'un temps où des « des idiots dirigent des aveugles ».



Félicitations.
Vous êtes ce qui ne va pas dans ce monde.

La raison contre la peur

L'histoire de l'humanité n'est pas un long fleuve tranquille. Des événements, guerres, innovations technologiques culturelles ou religieuses, modifient parfois brusquement le cours prévisible des choses, les manières de vivre, de travailler ou de penser.

Ces événements constituent des ruptures par rapport à l'évolution normale des sociétés, ils sont des révolutions. D'un seul coup des traditions culturelles, des rapports sociaux, des comportements qui semblaient immuables deviennent obsolètes.

À coup sûr l'irruption de la Covid dans nos sociétés et surtout les techniques mises en œuvre par l'État pour gérer cette crise constituent un de ces événements. Il y a eu un « avant Covid », nous entrons dans « l' » après ». En soi pourtant l'arrivée d'un nouveau virus n'a rien d'extraordinaire. Depuis le néolithique, les sociétés humaines se sont habituées à cohabiter avec des virus et des microbes. Ils se rappellent à notre bon souvenir chaque année en causant des épidémies de grippe, de gastro ou d'autres maladies plus ou moins bénignes. En France, chaque année quelques milliers de personnes sont tuées par le virus de la grippe sans que nos autorités s'en émeuvent outre mesure.

À l'inverse, l'apparition des premiers cas de Covid a suscité dans la population un sentiment d'effroi et a amené le gouvernement à prendre des mesures radicales pour éviter, nous a-t-on dit, l'effondrement du système de soin. Nombre de ces mesures sont de simple bon sens et on ne peut que s'étonner qu'elles n'aient pas été mises en œuvre auparavant. Après tout, puisque de simples mesures de distanciation physique sont efficaces pour limiter la diffusion de la Covid pourquoi ne pas les avoir préconisées pour lutter contre les autres épidémies ? Dans nombre de pays, ces mesures sont expliquées aux populations qui les appliquent sans rechigner. Les gens ne sont pas stupides et voient vite où est leur intérêt.

En France, nos gouvernants doivent penser que les citoyens manquent de bon sens car non seulement ils n'avaient auparavant jamais jugé utile de leur expliquer l'intérêt des mesures de distanciation en période d'épidémie mais en plus, dès que contraints et forcés par la virulence du microbe, ils les ont décrétées, ils les ont immédiatement assorties de sanctions lourdes en cas de non-respect. Et du jour au lendemain, nous avons découvert que nous ne pouvions plus sortir de chez nous que durant un temps limité, qu'il nous fallait pour cela emporter avec nous une attestation signée, que nous ne pouvions plus déambuler que dans un périmètre restreint

etc... En bref, du jour au lendemain, comme dans un mauvais film de science fiction, nous avons découvert qu'une de nos libertés fondamentales, celle de pouvoir aller et venir à notre guise nous était retirée.

Le plus extraordinaire est que personne ou presque n'a protesté. La population comme tétanisée par la peur (remarquons le rôle joué par les médias) a courbé l'échine ; les Français prétendent si attachés à la Liberté ont joué le jeu, présentant leur attestation aux policiers, ouvrant leurs sacs pour montrer que le but de leurs sorties était alimentaire et payant les amendes infligées (quelques centaines de milliers). Si nombre d'entre eux ont triché, photocopiant des fausses attestations à qui mieux mieux, il n'y a pas eu de remise en cause collective de ces mesures liberticides. Si comme le dit Goya « le sommeil de la raison engendre des monstres », constatons que la peur endort la raison.

Mais me direz-vous ces mesures exceptionnelles, n'avaient pour but que de nous protéger, d'éviter que l'épidémie ne devienne ingérable, l'État nous répète qu'il ne les a mise en place que pour notre bien. Soyons clairs, il ne s'agit pas de refuser la réalité de l'épidémie, personne ne songe à nier l'intérêt des mesures de distanciation mais pourquoi les accompagner de sanctions ? Quelle est la fonction réelle

de cette attestation dérogatoire ? Aurait-elle une vertu magique qui nous protégerait du virus ou ne serait elle pas plutôt le signe de notre allégeance à l'État, la marque de la toute puissance que l'État exerce sur nos vies ?

C'est une chose d'expliquer, de démontrer, de recommander en bref de donner à une population les moyens de s'auto-protéger et c'en est une autre que de la contrôler à tout va, de la sanctionner, de lui imposer par la force des règles, en bref de la violenter. Curieuse conception qui nous ramène à des temps d'ailleurs

pas si lointains où des religieux enseignaient à des enfants leurs dogmes à grands coups de bâtons et n'imaginaient pas qu'il puisse en être autrement. Preuve que du point de vue de l'État, les citoyens, ceux-là même qui sont appelés à voter et à élire, sont des incapables, des enfants indisciplinés et rebelles ne comprenant exclusivement que le langage de la force.

Ce qui n'empêche pas d'ailleurs dans un autre registre nos gouvernants de se prétendre les défenseurs des libertés individuelles. Vous êtes libres, libres nous disent-ils, libres de déposer le bulletin de votre choix dans une urne, (qu'importe le bulletin puisque de toute façon, rien ne changera), libres d'acheter dans un super marché la marque A au lieu de la B, mais si vous veniez à faire un mauvais usage de votre liberté, pour vous protéger dans l'intérêt supérieur de la



collectivité, nous vous la retirerons. C'est la grande leçon de l'épisode Covid notre liberté est toujours suspendue au bon vouloir de l'État. Nous vivons en liberté surveillée mais même ce simulacre de liberté peut nous être retiré à tout moment.

Covid aujourd'hui, demain terrorisme, après-demain catastrophes environnementales, les menaces dont l'État peut prétendre nous protéger sont multiples. On peut en la matière faire confiance à son imagination. Le message envoyé par les tenants de l'ordre établi à tous les révoltés, aux gilets jaunes, à tous les perdants de la lutte des classes, à tous ceux qui ne se satisfont plus des simulacres que nous sert le système est clair : ne rêvez plus, résignez-vous, le monde actuel est indépoussable et faites confiance à vos gouvernants !

Mais de plus en plus de personnes constatent combien ce discours est

creux et mensonger. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir combien ce monde est injuste, inégalitaire, mortifère et suicidaire et ce sont bien les politiques décidées par les élites, les logiques économiques chères à nos classes dirigeantes qui sont les causes des catastrophes économiques ou écologiques qui nous menacent (la Covid en fait partie). Pour se maintenir au pouvoir, pour que rien ne change, les états criminels sèment l'effroi dans les populations en les menaçant des pires catastrophes si elles ne sont pas soumises. Ces stratégies dignes des états totalitaires ne pourront être mises en échec que par l'usage de la raison, et c'est la raison qui nous incite à réfléchir ensemble, à élaborer ensemble, à imaginer une autre société basée sur des paradigmes différents de l'actuelle si nous voulons que le futur ait un sens.

Travail, travail, travail est notre seul droit

Il y a déjà quelques années, l'ancien PDG d'Air France Alexandre de Juguin, se plaignait sur les acquis sociaux en évoquant que c'est une notion vague et surtout, qu'en France on ne peut pas les remettre en question, en citant en exemple les 35 heures, l'âge du départ à la retraite, le travail des enfants...

Quelques années plus tard, un type est élu président de la République face à l'hydre « fasciste » et a sauvé la « démocratie ». Nous pouvons donc vivre dans le meilleur des mondes « démocratique » en supprimant au passage quelques « acquis sociaux », qui nous rendait malgré tout la vie plus supportable, et augmentant dans le même temps des taxes diverses et variées, notamment celle du carburant au nom de l'écologie.

La suite nous la connaissons, les classes populaires et moyennes de ce pays ont enfilé le fameux gilet jaune, et la colère a duré plus d'un an. Cet épisode de la vie sociale et politique française nous a démontré une chose, c'est que même un régime « démocratique » peut se muer petit à petit en un régime autoritaire, et peut être avec un peu de malchance carrément en dictature, surtout quand il se sent en danger. Combien y a-t-il eu de gilets jaunes incarcérés pour pas grand chose ? Combien d'arrestations arbitraires ? Combien de violences policières ? Combien de manipulation ? Combien de mensonges ? Combien d'yeux en moins ? De mains en moins ? Ainsi le gouvernement au nom des principes « démocratiques » peut nous foutre en prison quand il le souhaite et n'a aucune espèce de considération de quoi que ce soit pour les gens simples.

Il y a eu ensuite cette pandémie, où ces ministres, non seulement nous ont menti comme des arracheurs de dents, sur les dispositifs sanitaires, les masques... mais en plus en ont profité pour nous rendre la vie encore plus impossible en modifiant des trucs dans le code du travail du style qu'une entreprise pourrait nous faire bosser jusqu'à 60H par semaines, tout en profitant de se mettre à l'abri du code pénal en cas d'éventuelle plainte pour mise en danger d'autrui, ce sont des petits malins... Alors comme d'habitude les gens sont scandalisés et outrés, ils veulent une vraie « démocratie », où les

décideurs doivent rendre des comptes.

Mais dans les faits, que leur reproche-t-on ? Si ce n'est de faire ouvertement ce que les gouvernements précédents faisaient en toute discrétion, et le plus diplomatiquement possible ? Le mot « démocratie » à leur bouche n'est qu'un mot, qu'une fable, puisque au nom de la "démocratie" ils auraient presque droit de vie ou de mort sur nous, notre rôle se limitant à la production de richesses pour la nation, leur entreprise en bref pour eux !

Un mythe à combattre

Qu'on se le dise, les droits « démocratiques » ne sont jamais des victoires prolétariennes, mais toujours des armes de la bourgeoisie. Qui essaiera toujours de nous amadouer avec des miettes : le droit de grève, la liberté d'expression, toujours en accord avec les intérêts de la nation bien entendu. Si une force populaire et contestataire émerge, comme les GJ, et tente de remettre en cause la dictature capitaliste, l'état démocratique montre alors son vrai visage. Mais tant que cette dictature se maintient, alors elle montre son doux visage en se présentant comme le garant des libertés publiques et des droits, à condition que le citoyen s'y plie sans discuter.



Affrontement entre les forces de l'ordre et les travailleurs en grève place Marengo à Saint-Étienne, le 29 novembre 1947

6●●●●●Politique●

De novembre à décembre 1947, il y eut en France des mouvements sociaux particulièrement revendicatifs et forts au point que le PCF et la CGT, qui soi-disant tenaient et canalisait la classe ouvrière, ont été débordés. Ce mouvement de grève est ce qu'on pourrait appeler de nos jours des grèves insurrectionnelles, puisque la bourgeoisie n'a pas hésité à envoyer l'armée dans les mines de charbon pour réprimer les travailleurs. Le 29 novembre 1947, par exemple, lors de la marche des grévistes à St Etienne, le gouvernement et son préfet lancèrent contre les 90 000 manifestants, trois auto-mitrailleuses. Ce mouvement avait commencé par l'arrestation d'ouvriers marseillais qui protestaient contre la hausse du prix du ticket de tramway, puis il s'est généralisé sur tout le territoire, des mineurs aux métallurgistes, du BTP aux Cheminots, jusqu'aux enseignants. Ce mouvement se solda par l'assassinat par l'État d'une dizaine de personnes. Il y a fort à parier que tous les « avantages sociaux » que nous avons acquis à cette période-là (et il n'y a pas eu que cette grève), ont été des miettes lancées pour calmer les prolétaires en colère ; la bourgeoisie de l'époque n'avait alors peut-être pas envie d'une révolution. Quand se réalise une véritable grève qui se passe de toute autorisation, où les intérêts de la classe dominante sont vraiment attaqués, il n'y a plus de droit qui tienne : les grévistes seront toujours accusés de tous les maux de la terre. Une véritable grève est toujours déclarée illégale, sauvage et anti-syndicale, ce qu'elle est en réalité.

N'Être dupes de rien

Mais il est aussi une autre réalité, c'est que la nature a horreur du vide, ces soi-disant avantages sociaux, qui malgré tout nous rendent la vie plus facile, il faut une vigilance de tous les instants afin de pouvoir les conserver. Si personne ne se bat, si tout le monde s'endort sur ses lauriers, ce n'est pas compliqué ils les suppriment un à un. Il faut bien garder à l'esprit que ce ne sont pas ces partis politiques de gôche, ces syndicats institutionnels, ces sociétés civiles, qui protégeront les prolétaires contre les éventuelles attaques politiques et économique de ce système. Ce sont les syndicats qui ont sifflé la fin de la récré en Mai 68, en renvoyant les ouvriers au boulot à coups de pied dans le cul. Les partis politiques de gôche, quant à eux, ont toujours protégé les bourgeoisies et leurs intérêts.

D'un côté les sociaux démocrates qui historiquement ont souvent été impliqués dans les répressions anti-ouvrières, et par conséquent ont fait le lit des fascismes en Europe. De l'autre, les partis dit communistes, ont mis en place un système policier, contre toute velléité émancipatrice des prolétaires d'Europe de l'est et d'Extrême orient : à coup de goulag, de lao gai, de procès et des exécutions, en envoyant accessoirement les factures des balles de fusil aux familles des opposants assassinés.

Ce ne sont pas non plus ces groupes divers et variés défendant des causes sociétales, ces associations « anti-racistes », qui opposent les prolétaires « blancs » aux prolétaires « non-blancs », avec des campings interdit au "blancs", ni encore moins ces groupes néo-féministe-queers soi-disant super radicales, mais authentiquement interclassiste qui jouent sur l'identitarisme avec un individualisme sur-développé, à l'instar d'ailleurs de la plupart de ces idées à la mode, comme le véganisme, le primitivisme, ou le post-humanisme...

...Qu'on se le dise, les droits « démocratiques » ne sont jamais des victoires prolétariennes, mais toujours des armes de la bourgeoisie. Elle essaiera toujours de nous amadouer avec des miettes...

Qu' on ne s'y trompe pas, nous les prolétaires, gens du peuple, gens de rien, nous n'avons aucun « droits », puisque n'importe lequel de nos « droits », même les plus élémentaires, légitimes et vitaux, peuvent être remis en cause par la bourgeoisie quand elle veut et comme elle le souhaite. Elle a toujours eu besoin de domestiquer le prolétariat, car il en va de sa survie. La plupart de nos soi-disant avantages sociaux et acquis, ont souvent été des miettes concédées par la classe dominante pour canaliser les colères populaires et surtout pour éviter les révolutions. La légalité bourgeoise en même temps qu'elle garantie de le droit de grève, l'encadre fortement et le limite. Ainsi gare à ceux qui ne respectent pas le « droit du travail » et veulent déborder ce cadre en faisant des grèves et actions plus ou moins sauvages, sans tenir compte de l'avenir économique de l'entreprise dans laquelle ils travaillent, voire de l'avenir économique de la nation.

Pour se défendre, l'État pour le compte de ses actionnaires, la bourgeoisie, brandira la matraque, n'hésitera pas faire pression sur nos familles, voire ira jusqu'à nous mettre en prison, ou pire à nous assassiner.

Les coups de matraques restent des coups de matraques que ce soit dans une « démocratie » ou dans une « dictature » : ça fait mal !

Face aux APC (accord de performance collective) et PSE (plan social d'entreprise), où sont les AG ?

En 2017, de nouvelles ordonnances de Macron visant à aller plus loin que la loi El Khomri (votée en 2016) et à poursuivre la réforme du code du travail sont publiées. Elles n'ont été que timidement contestées par la plupart des syndicats. Les salariés ont suivi les modes d'actions préconisés par les partenaires sociaux, et la lutte contre la loi travail, comme on pouvait s'y attendre, a

échoué.

Dans ces ordonnances apparaissent les accords de performance collective et le plan de sauvegarde d'emploi.

Ce sont des accords qui peuvent tout changer : les horaires, le salaire, les déplacements géographiques. Le contrat de travail et le code du travail sont donc caducs. Le patron, les gros actionnaires

ont alors toute latitude pour réduire les coûts en faisant pression sur les salariés, c'est la grande flexibilité. Plus de flexibilité pour plus de marge.

Depuis, à la moindre occasion, ont été mis en place ces APC et ces PSE toujours néfastes pour les salariés. Bien que les syndicats fassent mine d'y défendre les travailleurs, beaucoup voient cela comme des trahisons.

Mais bien plus que des traîtres, ces syndicats qui signent des accords dans le dos des salariés concernés, ne font plus leur travail pour lequel ils sont d'ailleurs payés si cher (article de l'express 128 million d'euros en 2018 https://www.lexpress.fr/actualite/societe/pour-financer-le-dialogue-social-syndicats-et-patronat-ont-recu-126-8-millions-en-2018_2108378.html). Aller voir les travailleurs, les informer et trouver des moyens de défendre les intérêts des salariés, ne fait plus partie de leurs actions prioritaires.

En effet, ils ne défendent plus que leurs intérêts personnels, ceux des grands patrons et de l'État. C'est pour cela que les Assemblées Générales ont disparu du cadre syndical. Pas d'assemblée, pas de vraie lutte, pas de possibilité de rencontrer d'autres salariés, pas de colère ni d'action collective, pas de possibilité de décider ensemble. La sous-traitance, les déplacements, l'intérim, le télé-travail, le nombre croissant d'entreprises travaillant sur un même site, les choix des syndicats du chacun pour soi empêchent toute construction collective. Quand on a affaire à une intersyndicale qui passe son temps à se tirer dans les pattes, il est dur de se réunir, mais il est plus que jamais nécessaire de se rassembler.

Le Covid-19 est passé par là, dans l'aéronautique comme ailleurs, les APC et PSE se multiplient mais il est difficile de les quantifier car ces accords ne sont pas publiés.

Par contre, on n'organise peu d'assemblée générale, alors que les destructions d'emploi augmentent.

On pourrait se demander pourquoi ceux qui avait fait tant de foin au moment de la lutte contre la loi travail, signent des accords de branche aujourd'hui.

Quand une nouvelle loi est sur le point d'être votée à l'assemblée et que de nombreux travailleurs s'y opposent, les syndicats peuvent appeler à des réunions intersyndicales en faisant croire que l'union contre celle-ci est possible. Leur plan est en fait déjà établi, leur

message rodé, pas d'AG dans les grosses entreprises privées. Il n'y aura donc pas de discussions sur le sujet, d'échanges sur les tenants et les aboutissants de cette nouvelle loi (retraite, loi travail,...) tout comme sur les modes d'action.

Nous verrons ici et là quelques AG, comme chez les cheminots à la SNCF, mais elle ne seront jamais généralisées. Puis viendra le jour de la mobilisation : très encadrée par ceux-ci pour éviter tout débordement, on connaît à l'avance le début, le parcours et le lieu de dispersion de la manif.

FO à Airbus, amène les salariés en bus, puis à la fin de la manif, au coup de sifflet tout le monde rentre sagement à l'usine.

Puis vient la guerre des chiffres : les syndicats en rajoutent, la préfecture en compte en moins, dur de connaître l'ampleur réelle de la mobilisation... Mais pas de problème, ils ont déjà tout prévu : la date de la prochaine manif dans les semaines qui viennent si la mobilisation est importante, sinon on se revoit dans un mois et on écoute leur discours.

Ah qu'ils aiment la télévision, ces grands orateurs ! Ils ont du prendre des cours de théâtre car dans leur rôle de partenaires sociaux très revendicatifs, ils sont bons !

Dès que des actions différentes sont proposées, comme en 2010 lors des manifestation contre la nouvelle loi des retraites, les assemblées populaires et les occupations de place en fin de manifestation... elles ne plaisent pas du tout à ces syndicats et d'ailleurs très peu d'entre-eux y ont participé (cf l'article rédigé par des copains du gers <http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?article408>).

En 2018, ils ont d'abord commencé à bouder les rond points des Gilets jaunes, allant jusqu'à les calomnier, mais devant l'ampleur du mouvement, ils ont été contraint de changer de stratégie.

Les lois passent, les mobilisations s'essouffent, les organisations syndicales se plaignent du manque de monde, puis rentrent à l'usine, pour effectuer leur heure de délégation.

À quand la prochaine loi contestée pour qu'ils retournent à leur télé-réalité ?

Avec eux c'est la défaite assurée. Mais une fois le mouvement terminé, la question revient : les AG elles étaient où ? Des vraies AG bien-sûr...

pour nous rencontrer :

Passez discuter autour d'un café, tout les samedis de 17 H à 19 H. Au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

ou passez aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin au marché de Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10 H 30, et St Aubin 12 H 30.

Sur internet : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>

facebook : cnt-ait toulouse

LE GRAND CONFINEMENT ET SES SUITES

On entend que le confinement quasi-mondial que nous avons vécu constitue une première dans l'histoire de l'humanité, c'est vrai, mais il faut remarquer que cela n'est pas venu de nulle part mais d'une Chine dirigée d'une main de fer par un Parti Communiste spécialiste du contrôle des populations et d'opérations de propagande à grande échelle. Au siècle précédent, c'est ce même Parti Communiste qui avait inventé deux mouvements politiques tout aussi originaux et de grande ampleur dont les conséquences furent tragiques, ce qu'on appela la « révolution culturelle » et le « grand bond en avant » qui se chiffrent en millions de morts. Ces opérations permirent au président Mao de se maintenir au pouvoir jusqu'à sa mort.

Mais à l'époque personne, à part les adeptes du « petit livre rouge », ne songea à importer ces inepties dangereuses. Le confinement pratiqué par le PCC est directement inspiré de ces pratiques dirigistes qui renvoient aux idéologies totalitaires du XX siècle... Et pourtant, ce qui est fascinant c'est que ce concept douteux a été très rapidement adopté par la plupart des états de la planète. Ce fût le Grand Confinement.

De fait, dans les pays les plus touchés comme la France, ce confinement s'est révélé être un calcul politique habile. La peur de la contagion est naturelle et elle entraîne historiquement un réflexe collectif de repli sur soi. Comme cela s'est vu lors de l'épidémie de 1969 avec la grippe de Hong-Kong de toute façon les gens allaient rester à la maison, soit parce que déjà malades soit parce que ne voulant pas le devenir. La différence actuelle c'est l'existence de réseaux médiatiques dont la puissance sans commune mesure avec ce qui existait y a un demi-siècle était en capacité d'amplifier le phénomène de repli sur soi jusqu'à le transformer en une énorme panique. Cette panique a été canalisée par l'Etat français. En effet, devant l'incurie de sa gestion il existait un risque que cette panique initiale ne donne lieu par la suite à des mouvements de révolte. Dans un premier temps le gel de la situation politico-sociale lui a permis une reprise en main des événements sous le mot d'ordre de « faire passer l'humain avant l'économie ». Cette nouvelle profession de foi humanitaire des politiciens est une foutaise. Comme ce fût le cas pour la révolution culturelle, qui a enfanté Pol Pot le génocidaire du Cambodge, et comme pour le grand bond en avant, on connaît d'avance le prix humain de ces manœuvres sur le plan social, économique et psychologique. « Quoi qu'il en coûte »... Certes, mais qui va payer ?

Rappelons que dans le monde des Etats du Grand Confinement qui disent tant s'inquiéter pour notre santé, la faim ne cesse de progresser et on ne voit pas là de volonté politique de faire passer



l'humain avant l'économie, bien au contraire. En 2015, 25.000 personnes sont donc mortes chaque jour de ce fléau (soit 9,1 millions de décès par an dus à la faim). Les prédictions sur ce qui va suivre sont donc terriblement faciles à faire. A l'échelle mondiale les écarts entre les riches et les pauvres ne vont cesser de s'accroître, le nombre de victimes de la pauvreté va augmenter, avec son lot de souffrance psychologique, de maladies et de mortalité.

Alors que nous dit ce Grand Confinement ? Qu'au niveau mondial le pouvoir en réalité n'a choisi ni l'économie ni l'humanité, il a choisi dans un premier temps d'affermir son autorité pour ensuite être en mesure de nous faire payer les décisions qu'il a prises à notre place. C'est pour cela qu'il s'est construit une position de protecteur.

Sur la page <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus/carte-et-donnees> il est proclamé en lettres majuscule que « L'Etat agit pour nous ». Cette proclamation signe une volonté d'infantilisation, volonté que l'on retrouve dans l'usage immodéré du terme « pédagogie » dans les discours de la classe technocratique et médiatique. Rappelons-en l'étymologie : dans le grec ancien pédagogie signifiait « conduire des enfants »...

...Rappelons que dans le monde des états du Grand Confinement qui disent tant s'inquiéter pour notre santé, la faim ne cesse de progresser et on ne voit pas là de volonté politique de faire passer l'humain avant l'économie, bien au contraire...

Ce message est donc idéologique ; Il veut nous persuader que nous ne pouvons pas agir par nous-mêmes, que nous ne comprenons rien. Tout le reste en découlera. Par exemple, si les choses se passent mal, ce sera de notre faute parce que nous nous sommes « relâchés ». Nous avons été dissipés comme on disait autrefois des élèves agités du fond de la classe !

Mais nous savons qu'en pleine épidémie l'Etat français a interdit la vente des masques, proclamé qu'ils étaient inutiles. On est allé jusqu'à licencier des infirmiers qui en réclamaient. Le 06 Juillet nous avons en effet appris que « Les deux infirmiers d'un Ehpad toulousain qui ont été mis à pied du jour au lendemain, fin mars, parce qu'ils réclamaient des masques en pleine pandémie restent dans l'attente de la suite de l'instruction de leur dossier. Leur licenciement est désormais

officiel. » (la DDM). L'État a aussi interdit aux médecins de prescrire l'hydroxychloroquine mais a envoyé voter les citoyens le 16 Mars ...

Puis des élus ont fait dévisser des bancs pour faire la « guerre au virus », passé les trottoirs à l'eau de Javel, inventé la bouffonnerie des « plages dynamiques » où pour ne pas s'infecter, il ne fallait pas poser sa serviette sur le sable. Si les institutions ont pris des mesures, ce furent des mesures nuisibles, des mesures inefficaces ou des mesures loufoques, elles n'ont pas agi pour protéger les gens.

Les libanais ce mois d'août en ont fait l'amère expérience. Dans ce pays les mesures « sanitaires » ont été très dures à tel point que « La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a sonné l'alarme sur la crise socio-économique du Liban le 10 juillet 2020. Sa déclaration a cité des chiffres libanais et onusiens qui estiment que 75% de la population libanaise a besoin d'aide. Depuis octobre, la livre avait perdu plus de 80% de sa valeur et les coupures d'électricité chroniques sont désormais la norme. En outre, le Liban accueille plus de 250 000 travailleurs migrants, dont beaucoup ont perdu leur emploi, n'ont pas été payés, se sont retrouvés sans abri et incapables d'envoyer des fonds à leur famille chez eux. Bachelet a appelé les partis politiques du pays à adopter de toute urgence des réformes et à donner la

priorité à des éléments essentiels tels que l'électricité, l'alimentation, la santé et l'éducation » (https://en.wikipedia.org/wiki/COVID-19_pandemic_in_Lebanon),

Là encore, on pourrait penser que l'État libanais avait choisi dans sa grande miséricorde de faire passer la santé avant l'économie, sauf que ... Ce 04 Août 2020 l'explosion de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium stockées près d'un dépôt de « feux d'artifices » dans le port de Beyrouth nous apporté la preuve du contraire (Pour mémoire cette explosion a fait au moins 180 morts et le covid 121 pour tout le pays).

Si l'État libanais avait été préoccupé de sa population, il n'aurait pas laissé 2750 tonnes d'explosifs ainsi abandonnées en pleine ville pendant 6 ans. Pour le pouvoir l'action politique est déterminée de façon triviale. Il s'agit de se renforcer « quoi qu'il en coûte » pour affaiblir toute contestation. Tout le reste n'est que rhétorique :

"Au surplus, dans les actions des hommes, et surtout des princes, qui ne peuvent être scrutées devant un tribunal, ce que l'on considère, c'est le résultat. Que le prince songe donc uniquement à conserver sa vie et son État : s'il y réussit, tous les moyens qu'il aura pris seront jugés honorables et loués par tout le monde." Machiavel, le Prince.

ONFRAY, LE PIERRE GANIVET DE NOTRE TEMPS

La petite musique d'Onfray autour de son appel aux « souverainistes » des deux bords, ça a comme une petite odeur des « intellectuels non conformistes des années 30 », ceux qu'on appelait « les planistes », dont certains venaient des milieux anarchisants et gauchisants. A l'époque eux aussi revendiquaient le souverainisme, c'est à dire que la France retrouve sa souveraineté sur la scène internationale et qu'elle ne soit pas entraînée par des jeux d'alliances internationales dans la guerre. Ces gens là aussi venaient des deux « bords » de l'échiquier politique, on peut citer les revues suivantes :

- jeune droite (transfuges d'action française)
- Esprit (les personalistes autour de Mounier, maritain, qui se revendiquaient plus ou moins de Proudhon et du catholicisme. Précurseurs de l'anti industrialisme aussi avec Charbonneau père, Ellul, ...)
- Ordre Nouveau (Denis de Rougemont : le cancer américain, contre la décadence spirituelle et matérielle de la France)
- Plan : avec Le Corbusier, Hubert Lagardelle (figure historique du syndicalisme révolutionnaire qui finira ministre du travail de Vichy ...)

Ces souverainistes des années 30, pacifistes intégraux, se retrouvèrent nombreux dans les Ministères de Vichy où ils animaient les tendances « planistes » ... Onfray croit innover et il nous réinvente en fait ces

tendances « non conformistes » qui ont fini vautrées dans le fascisme ...

Nous lui prédisons un destin à la Achille Dauphin-Meunier, dit Pierre GANIVET ...

Achille Dauphin-Meunier était le fils de Joseph, Émile Dauphin-Meunier, employé à la Préfecture de la Seine, historien des Mirabeau — il signait ses livres Dauphin Meunier, sans autre prénom —, puis conservateur de la Bibliothèque administrative de la Ville de Paris. Il fit ses études au collège catholique de Saint Aspais, puis au lycée Lakanal à Sceaux. Son père, ami de Benoît Malon, aurait un temps «

flirté avec le socialisme » mais Achille Dauphin-Meunier est issu, avant tout, d'un milieu catholique. En 1922, âgé de 16 ans, il entra à la faculté de droit de Paris avant de suivre les cours de l'école de sciences politiques et l'école des hautes études sociales tout en étant employé de banque. Par l'intermédiaire de son condisciple Robert Longuet, arrière-petit-fils de Karl Marx, il entra en rapport avec l'anarchiste Jean Grave. Achille Dauphin-Meunier participa alors activement au mouvement anarchiste français et international. Il considérait Christian Cornelissen comme un maître à penser, fréquentait la veuve et la fille de Kropotkine, le docteur Pierrot et Paul Reclus. Sa compagne était une couturière



hongroise d'origine paysanne et anarchiste, Böske Kovacs. Elle éveilla en lui un grand intérêt pour le mouvement anarchiste en Hongrie et l'amena à publier un livre sur La Commune hongroise et les anarchistes. Dans La Revue Anarchiste (avril 1925), dans Le Libertaire et encore en 1928 dans Le Populaire de Paris, il donna une série d'articles pour dénoncer le régime de Horthy.

Dauphin-Meunier fut un militant actif et un auteur prolifique du mouvement anarchiste entre 1923 et 1930. Il participa à de nombreuses publications françaises (Le libertaire de l'Union Anarchiste (1923-1930), Révolte et Temps nouveaux de Jean Grave jusqu'en 1935) et internationales (les revues anarcho-syndicalistes espagnoles Redencion, Cultura Libertaria, Orto et la revue hongroise Manka du poète anarchiste Lajos Kassak). En 1924, il était secrétaire du groupe anarchiste du V^e arrondissement, puis des groupes de Bourg-La-Reine de 1925 à 1930. En 1925 toujours, il créa un Cercle d'Etudes Bakouninistes à l'écart de l'Union Anarchiste.

En contact avec les secrétaires de l'Association Internationale des Travailleurs, Lehning, Souchy et Schapiro, il participa le 12 février 1927, à titre individuel, à la réunion préparatoire du Congrès international anarchiste qui se tint à L'Hay-les-Roses le 20 mars, et qui débattit de la Plate-forme (voir Makhno). Habitant à Bourg-La-Reine, il est probable qu'il se soit chargé de son organisation pratique.

L'année 1930 semble un tournant dans sa vie : sa compagne mourut le 25 juin. C'est aussi l'année où les Plate-formistes perdirent la majorité dans l'UACR. Dauphin Meunier participa aux polémiques liées au congrès. A la suite d'un compte rendu du congrès de l'Union Anarchiste des 19 et 20 avril 1930, qu'il signa sous le nom de Pierre Ganivet, il s'affronta à Sébastien Faure. Il revint sur l'Affaire Malvy et le « Manifeste des seize ». Parmi les quinze signataires figuraient les amis de Dauphin-Meunier : Jean Grave, Marc Pierrot, Paul Reclus et Christian Cornelissen. Dauphin-Meunier était toujours très attaché à Cornelissen, avec lequel il entretenait une correspondance, et à Jean Grave. Il participa d'ailleurs à sa dernière publication, Révolte et Temps nouveaux, revue que Grave créa après sa rupture avec l'équipe des Temps nouveaux. Il reprit les arguments des « quinze » contre Sébastien Faure : il accusa Faure d'avoir collaboré avec Mauricius, qualifié de mouchard, et d'avoir accepté que son école, « La Ruche », soit financée par des fonds du ministère de l'intérieur durant la guerre. Il relança ainsi la polémique enclenchée contre Faure au sujet de l'affaire Malvy.

Sébastien Faure répondit très vigoureusement aux attaques de Dauphin-Meunier, le traitant de « faux anarchiste » et appelant les lecteurs du Libertaire à le laisser, lui et ses amis, « à leurs vomissements ».

Dauphin-Meunier rompit alors avec l'Union Anarchiste mais adhéra à la CGT syndicaliste révolutionnaire.

De 1932 à 1939, il dirigea la revue L'Homme réel, « revue syndicaliste et humaniste ». La revue rassemblait un nombre important de collaborateurs plus ou moins réguliers, tous des intellectuels du mouvement ouvrier. Leurs sensibilités politiques au sein du mouvement socialiste et leurs parcours respectifs étaient très

variés. Nous pouvons supposer que les contributions de Christian Cornelissen, d'Henri Poulaille et de Luigi Fabbri sont la conséquence des liens de Dauphin-Meunier avec le mouvement anarchiste. Mais nous trouvons aussi d'autres plumes : des socialistes liés à la CGT de Léon Jouhaux comme René Belin, André Philip et Robert Lacoste ; des penseurs proches du syndicalisme révolutionnaire comme Edouard Berth, Edouard Dolléans, Francis Delaisi et Hubert Lagardelle. La revue devint la pierre angulaire de la pensée planiste en France. Les idées d'Henri De Man qu'elle véhiculait jouèrent un rôle central dans cette dérive d'un certain nombre de socialistes vers le fascisme ou le pétainisme. Hubert Lagardelle semble avoir été un agent très efficace de la propagande fasciste à cet égard.

Dauphin-Meunier s'éloigna donc de l'anarchisme. En 1934, il adhéra à la CGT. En février 1935, il se brouilla avec Jean Grave à propos d'une polémique autour des idées planistes dans La révolte et les temps nouveaux, sa dernière participation à une revue anarchiste.

Comme une partie des intellectuels de L'Homme Réel, il s'engagea dans des mouvements pacifistes. En juin 1935, il soutint l'idée d'un comité national rassemblant les adversaires de la guerre qui semblait venir et d'un éventuel pacte militaire avec l'URSS. Le Comité tint deux conférences, l'une à Saint-Denis, les 10-11 août 1935, l'autre à Paris, salle de la Mutualité, le 28 septembre 1935.

Militant socialiste et syndicaliste, Dauphin-Meunier participa à la Révolution prolétarienne de Monatte, anima avec Christian Pineau la revue Banque et bourse, organe de la section fédérale des employés de banques de la CGT dont il était responsable lors des grèves de mai et juin 1936. À ce dernier titre, il appartient au Comité des sept experts chargé de la réforme du statut de la Banque de France. Comme beaucoup de « planistes », il fut déçu par l'attitude du gouvernement Blum. Il s'éloigna donc des socialistes. A la même époque, il devint un économiste reconnu en publiant en 1937 deux volumes sur la banque de France. Il devint universitaire à la faculté de droit de Toulouse.

Durant la guerre, alors qu'il retrouva la foi catholique, il collabora, comme beaucoup de ses amis planistes tels Bertrand de Jouvenel, René Belin, Delaisi et Lagardelle. Il écrivit alors dans plusieurs journaux du régime de Vichy : Aujourd'hui, La vie industrielle, commerciale, agricole, financière, Le Fait. En 1943, directeur de l'école supérieure d'Organisation professionnelle, il préfaça la première traduction en français de l'ouvrage de l'auteur allemand August Winning qui, comme lui, avait quitté la social-démocratie allemande et le syndicalisme pour devenir un conservateur pro-nazi et un chrétien militant.

A la Libération, Dauphin-Meunier ne semble pas avoir été inquieté (il dut cependant se cacher un moment dans le monastère bénédictin de La Pierre-qui-vire), puisqu'il dirigea le département d'économie de la faculté libre de Paris jusqu'en 1968 (il avait pris ce poste en 1941). Cette Faculté ayant disparu en février 1968, il fonda avec quelques collègues, en juin 1968, la Faculté libre autonome et cogérée de droit et de sciences économiques (FACO) dont il devint le doyen, Faculté financièrement soutenue par un certain nombre d'entreprises industrielles et commerciales.

Universitaire reconnu, conseiller du roi du Cambodge, il écrit des travaux d'économie sur les banques et devint spécialiste de l'histoire de la doctrine sociale de l'Eglise. Parallèlement, de 1954 à 1970, A. Dauphin-Meunier remplit les fonctions d'expert international d'assistance technique au Cambodge, en Amérique centrale et en Jordanie. Il entretint une correspondance avec l'équipe de De Benoist jusqu'à sa mort, alors qu'il se considérait alors comme un « anarcho-conservateur ». Sa sympathie pour l'extrême droite ne s'est pas démentie, il parraina la « Nouvelle École » dès sa fondation. La revue du GRECE lui consacra d'ailleurs une nécrologie au moment de sa mort, en 1984. Cette nécrologie passe sous silence son passé anarchiste, cégétiste et socialiste, la période vichyste, pour insister sur les nombreuses décorations (chevalier de la légion d'honneur par exemple) de ce monsieur « respectable ».

Le Monde des 2 et 3 septembre 1984 annonça son décès.

Dans l'aéronautique comme dans les hôpitaux : Stop aux accords de la honte !

Aujourd'hui au Ségur de la Santé, hier chez Derichebourg, avant hier chez Renault, puis chez AAA, puis chez Expléo, puis...

Les partenaires sociaux signent des accords à tout va. Pour gérer cette crise qui bouscule les fondements du monde actuel, gouvernement, patrons et syndicats s'entendent comme larrons en foire.

Certains syndicats signent ces accords, d'autres crient au scandale et même parfois certains jouent sur les deux tableaux : par exemple FO signe un APC honteux chez Derichebourg et appelle à manifester chez Airbus. Pour les syndicats, c'est chacun pour soi ; ainsi la manifestation Airbus (FO, CFTC, UNSA) était réservée aux seuls possesseurs de badges Airbus !! Interdit aux salariés des sous-traitants, aux chômeurs, aux précaires de manifester leur soutien...

Et ce sont les mêmes qui mobilisaient contre les ordonnances Macron et les lois El Khomeri qui signent aujourd'hui ces accords de la honte.

Ce sont les mêmes qui prétendent mener la contestation, appellent à la prétendue convergence des luttes, et ne font rien pour que l'ensemble des salariés puissent débattre, participer à la construction de la lutte et partager ces moments de colère, de solidarité, de bienveillance des uns avec les autres.

Le mouvement des gilets jaunes a montré qu'il était possible de lutter sans ses structures syndicales hiérarchisée et professionnalisée. Il ont prouvé qu'il était possible de s'organiser sans chef, sans hiérarchie, sans leader. En ne laissant à personne d'autre le soin de décider et de mener leur combat, en ne faisant confiance qu'à eux mêmes, ils ont remporté des victoires. Leur exemple est à méditer. Si l'ensemble des travailleurs de l'aéronautique et d'ailleurs ne trouvent pas les moyens de dépasser ces structures syndicales qui les mènent dans des impasses, s'ils ne parviennent pas à organiser eux même leur AG et à combattre collectivement après avoir mûrement réfléchi aux méthodes d'action, la lutte ne dépassera pas les murs qui nous isolent tous les uns des autres.

Salariés de l'aéronautique et d'ailleurs, ne laissons pas les partenaires sociaux décider à notre place.

Collectif partout !!!

Le jour où les méprisants voleront, Macron sera chef d'escadrille !

Le SEGUR est du pur mépris : la revalorisation des « héros de première ligne », de celles et ceux que les ministres et députés LREM sommaient par twitt d'applaudir tous les soirs à 20 heures, de celles et ceux pour lesquels les artistes ont composé tant de chansons et de clips plus ou moins réussis en disant des « merci merci merci », de celles et ceux dont le salaire n'avait pas évolué depuis 10 ans mais à qui Macron a promis qu'ils ne seraient pas oubliés, qu'ils allaient voir concrètement la générosité pour leur sacrifice et ce – promettait Véran – dès le 1er juillet ...bref NOTRE revalorisation n'ira pas plus loin que 183 euros nets mensuels. Soit, pour un salaire de 1500 euros nets, 9 euros de plus que l'inflation de ces dix dernières années ...

Il n'aurait plus d'argent en caisse, l'Etat a déjà déboursé 7,5 milliards pour les soignants qu'ils s'estiment heureux. « les gars il faut rester cool » dirait Macron. Pourtant l'Etat a encore de l'argent : il a trouvé les moyens d'acheter en mars 2020 pour 3,6 millions d'euros de gaz lacrymogène et en avril pour 3,8 millions d'euros de drones policiers. Ne nous plaignons pas : il y a fort à parier que nous serons servis EN NATURE les prochaines fois où nous exprimerons notre saine colère du mépris de l'Etat ... Mais, cerise sur le gâteau, ce début juillet ce ne sont pas les augmentations promises par Véran que nous avons eu le plaisir de voir, mais ... les avions de la Patrouille de France ! Cette « unité militaire de prestige », pour remercier les soignants qui ne lui ont rien demandé, est venue faire des ronds de fumée autour des hôpitaux parisiens et de l'Est. Au-delà de l'aberration écologique de cette opération de communication, quel est son coût ? En 2018, un général avait été épinglé pour avoir utilisé un alpha jet, avion de la patrouille de France, pour son usage personnel. BFM – que l'on ne peut soupçonner d'antimilitarisme primaire – avait calculé alors qu'une heure de vol coûte au contribuable entre 13 000 et 15 000 euros rien qu'en kérosène [1] Les survols des hôpitaux en disposition « diamants » – soit 8 avions – coutent donc au moins 120 000 euros et comme il y a une trentaine de survols prévus, on peut estimer que cette galéjade coûte au minimum 3,6 millions d'euros au budget de l'Etat ... là encore, toujours ça en moins sur notre feuille de paye ! Alors que l'Etat brûle nos impôts dans le ciel, il continue de programmer la fermeture des hôpitaux Bichat et Beaujon (Clichy- Paris 17ème). A Broca (13ème arrondissement de Paris) les lits USLD fermés pour « cause » du COVID ne sont pas rouverts. Des postes de soignant-es sont menacés de disparaître au nom de ces fermetures ! Ce dont nous avons besoin ce ne sont pas d'applaudissements ni de vroum vroum polluants dans le ciel, mais d'actes et d'une mobilisation populaire pour dire NON AUX FERMETURES D'ETABLISSEMENT ET DE LITS ! DES EMBAUCHES ! Après le Ségur de mépris et de trahison, ils nous envoient la patrouille de France et ses fumigènes bleu blanc rouge : est-ce qu'on va se faire enfumer encore longtemps ???

Collectif de travailleurs en lutte de l'aéronautique et d'ailleurs

Depuis le début de l'épidémie de la Covid, le secteur d'activité de l'aéronautique est chamboulé. Les commandes qui prétendent assuraient 10 ans de travail d'avance ont disparues, car paraît il les compagnies aérienne les ont annulé . Et c'est ce prétexte que les patrons mettent en avant pour justifier des mesures censées préserver la compétitivité du secteur et l'emploi. Extraordinaire hypocrisie ! C'est nous, travailleurs de l'aéronautique, ouvriers ou employés, qui supportons dans les faits les conséquences de cette crise. C'est à nous que l'on demande de se serrer la ceinture pour prétendument sauver la boîte mais en réalité préserver les profits que des actionnaires avides se partageront. Dans cette ambiance délétère , des compagnons et moi même, tous salarié dans le secteur de l'aéro, nous avons décidé de monter un collectif, qui se nomme « Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs ». Notre but est de nous adresser aux salariés de ce secteur mais aussi, à tous les autres qui d'une manière ou d'une autre subissent ou vont subir la crise de l'industrie de l'aéronautique, comme par exemple les travailleurs du BTP ou de l'Enseignement.

Airbus est la boîte N°1 dans la région et sur le reste du territoire, si Airbus tousse, c'est toute la région qui s'enrhume. Airbus pèse lourd dans l'économie nationale, et non seulement Airbus fabrique des avions de ligne , mais aussi des hélicoptères, des satellites... ça fait beaucoup !

Donc il n'est pas étonnant qu'a l'intérieur des murs de cette boîte un syndicat comme F.O fasse la loi ça aurait pu être la CGT ou la CFDT ça aurait été pareil, c'est une histoire de leadership et de politique entre syndicalistes. Mais en attendant F.O fait sont boulot auprès des salariés, pour calmer les velléités de remise en question, de la gestion du boulot, ils déminent , font du clientélisme, par exemple si tu prend ta carte ça sera plus facile pour se faire embaucher. Ce n'est pas seulement Airbus qui fonctionne de cette manière, les principales grosse boîte de la région fonctionnent plus ou moins pareil.

Partant de ce constat, qui est que nous n'avons rien à espérer des syndicats « représentatifs », il faut trouver autre chose, pour peut être agglomérer un maximum de personne autour de ce collectif pour pouvoir faire des actions plus autonomes, refuser la cogestion avec la direction, voire peut être si nous en avons les moyens contourner ces syndicats et proposer aux gens des trucs, comme l'action directe, des vrais AG. Le but du jeu étant de ne pas se laisser faire, et ne pas faire confiance aux PDG et syndicalistes.

Dans quelques semaines ou quelques mois, des milliers d'entre nous vont être licenciés soi-disant pour sauver l'emploi et l'entreprise. Peu importe le nombre exact qui de toute façon, sera inférieur au nombre initialement annoncé dans les médias. Les syndicats parleront alors d'une victoire (ça aurait pu être pire), pour les licenciés, ce sera une catastrophe, pour ceux qui resteront une humiliation supplémentaire. Des négociations sont engagées entre les syndicats et les patrons pour décider de notre sort. Les syndicats prétendent défendre nos intérêts dans ces négociations, mais le fait qu'ils dépendent très majoritairement de l'argent de l'état et des patrons pour leur fonctionnement nous inquiète beaucoup. Les permanents grasement payés censés nous représenter dans ces négociations ne représentent qu'eux même, ils sont une courroie du système. Comme le dit la chanson, ne faisons confiance qu'à nos propres forces, exigeons d'élire nos propres représentants, décidons de nos revendications et pour commencer dans les ateliers dans les bureaux formons nos propres assemblées, discutons ensemble, décidons ensemble.



Depuis le début de cette crise sans précédents que le COVID à provoqué, nous avons pu constater en particulier dans le secteur d'activité de l'aéronautique, encore plus que de coutume, le cynisme, du patronat, leur mépris à notre égard, nous avons pu aussi constater, le clientélisme, le travail de déminage social, voire ouvertement au service du capital de ces syndicats soi-disant représentatif.

Et c'est bien parce que de plus en plus de personnes, salariées ou non, ne font plus confiance à ces institutions, théoriquement chargées de les défendre que le mouvement des gilets jaunes qui fonctionne en assemblées, met en pratique la démocratie directe et l'action directe, refuse les représentants non révocables à tout moment connaît le développement que l'on sait Il serait intéressant que les gens en fasse de même sur leur lieux de travail, puisqu'il est entendu que le syndicalisme officiel ne défendra pas les travailleurs et encore moins avec la crise que nous

traversons, ou ils tenteront de gérer au mieux les colères pour pouvoir éviter une éventuelle explosion sociale.

SEGUR : un accord INDIGNE et de TRAHISON ...

L' accord SÉGUR a donc été signé. 183 €, après 10 ans de blocages des salaires...

Rappelons que depuis 2010 l'inflation cumulée est de + 11,64 % (source INSEE). exemple pour un salaire NET environ à 1500 Euros en 2010, il faudrait qu'il gagne NET 1674 euros aujourd'hui pour avoir le même pouvoir d'achat. Cela signifie qu'avec 183 euro l'augmentation est de ... 9 EUROS ! CA MERITE DES APPLAUDISSEMENTS !

De plus, les 183 € annoncés vous ne les verrez pas tout de suite, mais seulement partiellement à partir de JANVIER puis MARS 2021, alors que Véran avait promis que l'augmentation serait effective dès le 1er juillet !!

A ce niveau, cet accord est surtout une INSULTE À NOTRE DIGNITÉ !

CFDT, UNSA et FO sont les complices de ce doigt d'honneur aux soignants. Mais ce doigt d'honneur-là ne sera pas critiqué par la presse aux ordres, contrairement à celui de l'infirmière Farida CFDT, UNSA, sans surprise ; on sait qu'ils se couchent devant la direction, même quand elle ne le leur demande pas. Mais attardons nous sur le cas de FO, qui se veut plus revendicatif. FO Santé ose déclarer dans son tract « Négociations Ségur VICTOIRE ». Heureusement que le ridicule ne tue pas ... Voyons de quelle victoire il s'agit :

Une victoire pour les salaires ? pas vraiment ...

Déjà on l'a vu la revalorisation ne suffira même pas à rattraper le blocage des salaires depuis 10 ans.

En plus pourquoi attendre 2021 pour mettre en place la revalorisation ? Pour Air France, l'Etat n'a pas attendu pour débloquer directement 3 milliards. Est-ce que la santé est moins importante que les avions ? Est-ce pour être sûr que les soignants continueront de se sacrifier si jamais il y avait une seconde vague à l'automne, en agitant cette carotte sous leur nez ?

Par ailleurs, cette revalorisation n'est pas claire et nette. L'accord ne prévoit pas une augmentation du point d'indice ni du traitement mais un « complément de traitement indiciaire à hauteur (sic) de 49 points représentant 183 euros nets par mois ». En gros c'est comme une prime : un complément ça peut être annulé du jour au lendemain, sans préavis, car ce n'est pas intégré définitivement dans le salaire. Avec la crise qui s'annonce, autant dire que cette revalorisation risque de faire long feu ...

Et que veut dire « à hauteur » : que ce sera un maximum qui pourra être atteint mais sans garantie ? Car l'esprit de ce texte est de renvoyer au niveau local les négociations sur les indemnités et les primes, bonus etc. Application sur la base d'accords locaux signés avec les organisations syndicales. Lècheurs de cul de la Direction, l'avenir vous sourit !

Enfin, cet « accord » prévoit de « simplifier » les fiches de paie en fusionnant toutes les indemnités : « Les parties au présent accord conviennent qu'une rénovation du régime indemnitaire des personnels



Visuel emprunté au Collectif Inter-Urgences

de la fonction publique hospitalière sera entreprise [sur le] principe suivant : le nouveau régime indemnitaire a vocation à fusionner l'ensemble des régimes indemnitaires existants.»

Concrètement cela veut dire qu'à terme le complément indemnitaire de 183 euros risque d'absorber toutes les indemnités actuelles, comme par exemple l'indemnité de sujétion pour un Aide-soignant de Classe 3, qui est de 165 euros par mois et qui avait été acquis par une lutte en 1991. Belle victoire du SÉGUR en effet que de supprimer les victoires de nos précédentes luttes !

une victoire pour les conditions de travail et l'organisation des services ? pas vraiment ...

Le texte prévoit également que les syndicats conviennent de la mise en place de la gestion des emplois et des compétences, avec des plannings autogérés par les soignants eux-mêmes. Mais le texte ne dit rien – ou peu – sur les moyens matériels pourtant nécessaires pour exercer nos fonctions dans des conditions DIGNES.

Au contraire, le texte prévoit même de continuer les fermetures de lits en « développant les hospitalisations programmées et ambulatoires » ! (cf. Bichat Beaujon 35% de lits en moins ...) En absence de moyens matériels supplémentaires et massifs, en absence de nouveaux lits, en absence de nouvelles embauches fermes et massives, ce sera surtout l'autogestion de la misère et de notre propre exploitation.

Souvenons nous de ce qui s'est passé l'été dernier : alors que le personnel réclamait des MOYENS en pleine canicule (climatiseurs, aérations en bon fonctionnement, postes de soins réfrigérés, ...), FO Cochin réclamait une PRIME-Canicule. Or les primes n'empêchent pas la dégradation des conditions de travail.

Le texte ouvre aussi la boîte de pandore de la remise en cause des « 35 heures » (même si on sait bien que ça n'a jamais été les réelles 35 heures) : « Il sera procédé après concertation, à des modifications réglementaires, notamment le décret N° 2002-9 du 4 janvier 2002 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique hospitalière, pour mettre en oeuvre les dispositions visant à améliorer l'organisation du travail sans remettre en cause le cadre légal. »

Le rappel au cadre légal ne doit pas faire illusion : le cadre légal ce ne sont pas les « 35 heures hebdomadaire » mais bien « l'annualisation du temps de travail »- prévu dans la loi dite des 35 heures. Avec

l'accord SÉGUR, « dans le cadre des accords locaux », la Direction pourra toucher à vos 35 heures, à vos RTT, à planifier des 12 heures partout » sur la base du volontariat » ... et mon cul sur la commode ...Regardez Cornill (pneumologie Cochin) au nom du COVID, ils étaient tous passés en 12 heures sans qu'aucune organisation syndicale ne dise rien Il faut dire que les permanents syndicaux étaient exemptés du « volontariat » (imposé de fait) : les 12 heures c'est bien mais pour les travailleurs, par pour leurs « représentants » ...

Il faut souligner la ruse introduite par cet accord : sous couvert d'autonomie d'organisation, la remise en cause du mode d'organisation du travail se faisant au niveau local, structure par structure, chacun partira éventuellement en lutte dans son coin, pour essayer de contrer sa direction, mais sans qu'il y ait un mouvement généralisé. C'est la bonne vieille stratégie du « diviser pour mieux régner ». On sait que la lutte dans une structure isolée aura moins de poids, et donc moins de chance de réussir, qu'une grève générale de l'ensemble du secteur hospitalier. Or le soutien populaire aux hospitaliers suite à la crise COVID nous mettait dans un rapport de force favorable vis-à-vis de l'Etat et des Directions hospitalières. Les syndicats, en acceptant de participer aux négociations SÉGUR, nous ont désarmé et ont saboté notre rapport de force favorable.

Au final, les seuls victorieux ce sont les syndicalistes garde-chiourmes de notre colère ...

Ce qui est proprement incroyable c'est que des syndicalistes aient signé ce texte qui est une reddition en rase campagne avant même d'avoir engagé toute lutte !!!

Mais en fait, ce texte correspond bien à leur conception du syndicalisme, un syndicalisme de service, d'accompagnement, de concertation et de discussion, qui apporte aux syndicalistes des avantages (permanents, décharges syndicales, locaux, heures de formation et restos...) en échange de leur docilité. (cf. l'article du Canard Enchaîné de cette semaine qui confirme notre analyse)

Que SUD ou la CGT n'aient pas signé l'accord ne doit pas nous leurrer : ils n'ont pas besoin de signer, puisque les autres le font à leur place. Cela leur permet de jouer le rôle des rebelles, mais dans le fond ils n'agissent pas tellement différemment des autres syndicats (. Au fait est ce que ces syndicats ont appelé à des assemblées de lutte pendant qu'ils négociaient ? Non ! cela montre bien qu'aucun d'entre eux ne voulait vraiment engager de bras de fer.).

Et surtout ils ne crachent pas sur les avantages que leur confère leur statut de syndicat « représentatif ». S'ils étaient réellement des structures de lutte, ils refuseraient les avantages octroyés par l'Etat pour assurer leurs mandats, de façon à être réellement libres et indépendants.

Cet accord est une INSULTE contre notre dignité.

L'objectif de l'accord n'est pas d'augmenter le salaire des soignants, mais de nous faire travailler encore plus, dans des conditions matérielles qui seront toujours aussi dégradées, avec les syndicats dans le rôle des gardes-chiourmes, qui s'assureront que les accords

qu'ils

auront « négocié » soient bien respectés par les soignants. Et les syndicats tireront des avantages sonnants et trébuchants de cette Collaboration. Sous couvert d'autonomie de gestion, l'accord va en fait surtout servir à augmenter la pression sur les personnels, en les obligeants à gérer eux même leur propre misère.

Macron nous a affirmé au début de l'épidémie « *La santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilise tous les moyens financiers nécessaires, quoi qu'il en coûte* ». Le SEGUR montre que encore une fois, MACRON A MENTI : finalement c'est bien la logique comptable qui prévaut sur les considérations sanitaires ...

Aujourd'hui nous sommes à l'heure des choix. Ne pas dénoncer cet accord, c'est se rendre complice. S'il reste des syndicalistes sincères à FO ou ailleurs, s'ils ne déchirent pas leur carte, c'est qu'ils couvrent cette trahison.

Ce pseudo-accord est une usine à gaz dirigée contre nous, ceux qui se sont sacrifiés sans compter pendant la crise. Le Capitalisme porte en lui la guerre et la misère, et se fout bien de notre santé comme de nos conditions de vie. Seule une révolution sociale permettra d'en finir avec l'exploitation généralisée tant de la Planète que des Humains. Mais d'ici là exigeons :

- Le retrait immédiat de cette fumisterie de plan Notat-Ségur ;
- Respect par Macron de sa parole «la santé avant l'économie, quel qu'en soit le coût » et salaire unique pour tous les soignants, sur la base du traitement des directeurs d'ARS (après tout, nous n'avons pas été moins démeritant qu'eux pendant la crise COVID) ;
- Création massive de lits supplémentaires ;
- Embauches massives d'au moins 300 000 personnels en secteur hospitalier et EHPAD.

Pour défendre nos intérêts, n'attendons rien des syndicats officiels. Organisons nous nous-mêmes, refus de la représentation, pour l'action directe créons nos assemblées de lutte, pour libérer la parole et les initiatives et faire aboutir nos revendications.

Pour un véritable militantisme sans décharges syndicales, contre les permanents à vie !

Pour un système de santé universel, socialisé, solidaire.

Vive la sociale !

Des travailleurs du secteur santé de la CNT-AIT (Anarchosyndicaliste) Cochin-Broca -Hôtel-Dieu, juillet-août 2020



AGENDA

- Le 12-09-2020 à 17 H , 2 rue St Jean (prés des carmes)

Le Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs

Organise une réunion sur la situation économique du secteur de l'Aéronautique

Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse

7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):

Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Pour les retardataires, quelques calendriers SIA restent encore disponible, 10 Euros ou plus, à demander en écrivant au journal (chèque à l'ordre de SIA). Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessité. n'hésitez pas à passer aux permanences le samedi après midi à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT

<http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>

L'Anarchosyndicalisme en question et

Fédéreseau : [http://blog.cnt-](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

[ait.info/post/Anarchosyndicalisme](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

De n'importe quel pays, de n'importe quelle couleur, la rage est un cri qui vient de l'intérieur ...

Le 6 janvier dernier, Cédric Chouviat est mort à Paris dans les mêmes circonstances que Georges Floyd à Minneapolis. Lui aussi a croisé une patrouille de police qui l'arrête pour un motif futile. Lui aussi se retrouve étranglé. Lui aussi est mort sur le bitume, après avoir crié ces derniers mots : « je ne peux plus respirer ! »

Il n'y a pas de « hasard » : les policiers, où qu'ils soient, répètent des gestes techniques qui leur sont enseignés et les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Mais il ne s'agit pas de former la police pour qu'elle devienne « citoyenne », « respectueuse » ou qu'elle utilise des techniques plus « douces ». Le problème avec la police n'est pas technique, il est structurel. La police, comme force de répression de l'Etat, est le problème. Ces morts ne sont pas « accidentelles », elles sont les conséquences d'un système autoritaire basé sur la discrimination sociale, souvent aggravé de racisme.

De n'importe quel pays, de n'importe quelle couleur, la rage est un cri qui vient de l'intérieur ...

Les pauvres sont deux fois plus susceptibles de mourir de COVID-19 que les riches

Par Manchester Solfed:

De nouvelles données révèlent que les plus pauvres d'Angleterre et du Pays de Galles ont été les plus durement touchés par le coronavirus. Les personnes vivant dans les zones les plus défavorisées sont mortes de Covid-19 au double du taux de celles vivant dans les zones les plus riches, selon de nouveaux chiffres de l'Office for National Statistics. Les chiffres montrent que les personnes vivant dans les 10% les plus pauvres de l'Angleterre sont décédées à un taux de 128,3 pour 100 000, par rapport à celles vivant dans les 10% les plus riches, qui sont décédées à un taux de 58,8 pour 100 000, entre mars et mai de cette année. Le fait que les maladies respiratoires touchent les moins aisés de manière disproportionnée n'est pas nouveau. Par exemple, la tuberculose, qui au pire était responsable de 1 décès sur 4 au Royaume-Uni, était connue comme une maladie des pauvres. L'inégalité tue les gens, elle l'a toujours fait et le fera toujours.

PLAN DE RELANCE ...

Ça fait en gros 40 ans que j'entends les différents enfoirés aux commandes nous gaver avec leurs "plans de relance", à base d'au moins un tous les deux ou trois ans. Faut quand-même reconnaître que si certains d'entre ces parasites avaient été compétents, on n'aurait pas à en faire de nouveaux, "plans de relance".

Mais non, des neuneus électoralistes continuent à mettre des cons au pouvoir, des profiteurs aux commandes, tous aussi menteurs, incompetents et intéressés les uns que les autres.

Tellement incompetents et nuls qu'ils n'arrivent même pas à faire fonctionner convenablement leur système capitaliste, et/ou qu'ils ne veulent tout simplement pas pour en garder sous le coude, des "plans de relance". Histoire de pouvoir encore et toujours nous faire le coup du "attendez, on a des solutions, vous allez voir ce que vous allez voir !".

Pas un seul de ces machins, concoctés sans jamais aucune consultation du peuple, n'a fonctionné pour nous. Au mieux, ça leur permet de continuer à se gaver sur notre dos.

Sinon, aux prochains "pièges à cons", tu fais quoi ? Tu votes ou tu de révoltes ?

Triste bilan au Liban

Le nitrate d'ammonium, bien connu des toulousains (cf. AZF) a de nouveau fait entendre la puissance de sa voix destructrice, cette fois ci à Beyrouth. L'explosion a été entendue jusqu'à Chypre, distante pourtant de 200kms des côtes libanaises.

L'entrepôt n°12 contenait 2750 tonnes d'ammonite, soit une quantité neuf fois supérieure à la charge qui a sauté à Toulouse en 2001.

Bien que ce produit d'une dangerosité avérée ait déjà fait souvent parler de lui (en 1991 à Oppau en Allemagne : 561 morts, en 1947 à Brest explosion d'un cargo norvégien, en 2001 à Toulouse, en 2013 au Texas :15 morts dans la ville de West), il continue cependant d'être commercialisé et très utilisé dans le monde, soit comme engrais, soit comme explosif pour l'industrie minière. Ni son stockage, ni sa circulation ne font l'objet de mesures de surveillance réellement contraignantes (ni au Liban, ni ailleurs). Rappelons au passage que ce sont les marchands de canons internationaux qui à l'origine ont réussi à recycler leurs stocks de poudre invendus (au sortir de la première et surtout de la seconde guerre mondiale) en engrais agricole : splendide exemple d'adaptabilité et de diversification d'un secteur que la paix aurait pu gravement impacter.

L'explosion du 4 août a tué 180 personnes et en a blessé 6500 autres. On ignore encore le nombre des disparus, ensevelis sous les décombres ou réduits en bouillie par la déflagration. Beyrouth est encore une fois transformée en champ de ruines ; 300 000 personnes se retrouvent sans domicile, le port est en grande partie détruit.

En 2014 un cargo géorgien dont la coque présente des voies d'eau, est contraint de faire escale à Beyrouth : il y décharge sa cargaison possiblement explosive avant de couler quelques semaines plus tard dans les eaux du port. Averties depuis 2016 par la direction du port de la présence de cet énorme stock de matière dangereuse, les autorités libanaises n'auraient donné aucune suite...

Nous avons ces dernières années, malheureusement souvent été obligés d'aborder dans ce journal le thème des catastrophes « industrielles » ou « naturelles » et nous avons donc rappelé combien l'attitude de l'état (de n'importe quel état) en cas de crise grave, obéissait à un certain nombre de constantes : incurie totale quant à l'anticipation et la prévention des risques, absence criminelle de réactivité et impréparation face au déclenchement de la crise, communication mensongère cherchant à diluer les responsabilités.

L'exemple Libanais vient encore une fois confirmer que les états n'ont en fait que bien peu de considération pour la sécurité et le bien être des populations dont ils ont la charge. Dépassées par l'ampleur de la crise, les autorités s'inscrivent dans un premier temps aux abonnés absents, abandonnant les gens à leur triste sort : la solidarité se met alors en œuvre au sein de la population cherchant à pallier

aux carences de l'état.

Depuis 2018, 2019 les libanais avaient déjà pris l'exacte mesure de ce qu'ils pouvaient attendre de leurs dirigeants : aux coupures récurrentes d'eau et d'électricité, à la montée vertigineuse des prix des denrées de première nécessité, au chômage en voie de généralisation, à la dévaluation de plus de 80 % de la livre libanaise, à la pandémie de la Covid, voila que vient s'ajouter cette gigantesque destruction qui laisse une bonne partie des beyrouthins sans domicile, plongés d'un coup dans la misère la plus totale, frappés par le chagrin mais habités par une colère qui ne s'éteindra pas de sitôt.

Ce drame du 4 août survient donc à un moment bien particulier de l'histoire du Liban, alors que la crise est totale : une catastrophe qui peut apparaître comme l'étape ultime de la descente aux enfers d'une population, otage depuis près de cinquante années d'une clique de politiciens criminels, une catastrophe particulière dans un pays bien spécifique.

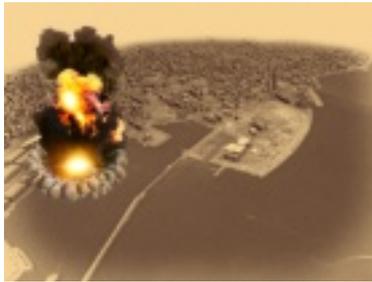
Étymologiquement « Lub nan » en arabe signifie la montagne blanche. Au cours des siècles la montagne libanaise va en fait servir de refuge à de multiples communautés religieuses (tant chrétiennes que musulmanes) qui cherchent à échapper à leurs ennemis en occupant des sites difficiles d'accès.

Présenté dans la bible comme le « pays où coule le lait et le miel » le Liban a souvent attiré la convoitise de ses voisins en raison de ses richesses, de son climat, de ses ressources en eau facilitant le développement de l'agriculture.

Après la fin des phéniciens qui, marins-commerçants avaient fondé des comptoirs tout autour de la Méditerranée, le Liban va être occupé successivement par les Perses, les Assyriens, les Grecs, les Romains les Arabes, les Mamelouks, les Croisés qui fondent (Raymond IV de Toulouse) le comté de Tripoli, l'empire Ottoman et enfin par la France. L'histoire du Liban est donc riche en influences et au cours du XXème siècle la diversité de sa population va encore s'accroître puisque le pays va accueillir sur son territoire des flux importants de migrants : en 1922 les Arméniens fuient en masse les massacres perpétrés par l'armée turque, bientôt suivis par des milliers de kurdes. Après la création de l'état d'Israël en 1948, ce sont les Palestiniens qui arrivent en nombre (une seconde vague suivra dans les années 70) puis entre 58 et 75 arrivent des Syriens fuyant le régime ; après le déclenchement de la guerre en 2012 pas moins de un million et demi de syriens trouveront refuge au Liban qui comptait alors à peine quatre millions d'habitants.

Ce melting-pot pot de populations diverses aurait pu constituer un atout pour le Liban mais le choix en 1943 d'une constitution fondée sur l'allégeance confessionnelle des citoyens avec répartition proportionnelle des responsabilités politiques et administratives selon le poids démographique des confessions va en fait faire le lit des tensions entre communautés.

On ne peut s'empêcher de penser que ce choix plus ou moins



télaguidé par la France, ex puissance protectrice, est encore une fois l'illustration du fameux principe, souvent appliqué lors des décolonisations : diviser pour mieux régner.

L'institution du confessionnalisme comme fondement de la société permet en plus aux diverses oligarchies de prévenir les luttes sociales en enfermant les citoyens dans leur communauté religieuse.

Pourtant jusque dans les années 70, le Liban va connaître une réelle prospérité, ses banques sont alors florissantes et l'on parle du Liban comme de la « Suisse du Proche Orient » tandis que Beyrouth, ville cosmopolite et festive devient le « Paris de l'Orient ». Même si la prospérité n'est pas identique pour tous, le Liban vit ces années là en paix et en démocratie, exception notable dans le monde arabe qui est plutôt abonné aux dictatures ou aux monarchies autoritaires.

C'est avec les conflits israélo-arabe et israélo-palestinien que le fragile équilibre entre les diverses communautés vole en éclats . La guerre civile s'installe de 1975 à 1990 avec des périodes de tensions extrêmes, suivies de calmes relatifs. Au cours de ces quinze années de guerre où s'affrontent un camp conservateur chrétien et une coalition islamo-progressiste-palestinienne (avec en outre deux interventions militaires extérieures, l'une syrienne , l'autre israélienne) 130 000 personnes vont trouver la mort, 150 000 seront blessées (beaucoup resteront handicapés à vie) et 10000 disparaîtront. Enlèvements, tortures, viols, massacres collectifs, bombardements d'habitations , snipers tirant sur des civils sont monnaie courante à Beyrouth et au Liban dans cette période.



En 2006, alors que le pays commence à se remettre de ses blessures,une nouvelle guerre éclate avec le voisin israélien. Cette seconde guerre va modifier l'équilibre entre les forces confessionnelles. Le Hezbollah, (parti de dieu, parti milice chiite) se distingue par sa capacité à résister à l'armée israélienne et devient de fait la principale force politico-militaire du Liban.

Survenant après 15 années de guerre civile, cette guerre va stopper le redémarrage du pays. Pourtant,Beyrouth, ville plusieurs fois détruite au cours de son histoire ancienne (séisme, incendie, bombardement de la marine anglaise en 1837) ou récente, se reconstruit cette fois encore, et ce dernier, comme les fois précédentes s'accompagne de scandales financiers. La classe politique ayant une fâcheuse tendance à puiser sans compter dans les caisses de l'état, l'endettement du pays va croissant. Un certains nombre de banque libanaises attirent des fonds étrangers avec des taux d'intérêts extrêmement avantageux ; intérêts qui sont en fait remboursés par prélèvements sur les dépôts confiés à la banque par ses nouveaux clients. Ce système apparenté à la « pyramide de Ponzi » ne peut durer très longtemps, la faillite et la banqueroute sont la fin inéluctable et logique de ces sortes de combine.

Des pratiques mafieuses et une conjoncture internationale instable précipitent le pays dans une crise économique et financière à partir de fin 2018. Juste avant le grand krach 6 milliards de dollars auraient quitté le pays pour des cieux plus sereins....

La livre libanaise perd 80 % de sa valeur, 50 % de la population passe en dessous du seuil de pauvreté ; même la classe moyenne voit ses revenus divisés par 3 ou 4 ; les gens n'ont plus qu'un accès très

limité à leur compte bancaire, beaucoup sont ruinés.

Excédés par l'incurie et l'incompétence de leurs politiciens les libanais descendent par dizaines de milliers dans la rue pour exiger le départ de leurs dirigeants : les libanais nomment cet épisode leur révolution du 17 octobre (par référence sans doute à une autre révolution d'octobre).

Il faut savoir que les actuels dirigeants sont pour la plupart d'anciens chefs de guerre qui veillent scrupuleusement sur leurs intérêts propres et sur ceux de la communauté qu'ils sont censés représenter. Le confessionnalisme, le communautarisme favorisent évidemment le clientélisme, renforcent le sentiment d'appartenance à un clan et contribuent à instituer le règne du patriarcat : pour obtenir un travail, un logement, une bourse, il faut s'adresser à la bonne personne à qui on sera redevable du service rendu.

Le communautarisme religieux (5 églises chrétiennes différentes : maronite, grecs orthodoxes et catholiques, arméniens catholiques et

protestants ; 3 communautés musulmanes : sunnites, chiïtes et druzes) pèse en fait comme un carcan sur la société libanaise. Au sein de la jeune génération nombreux sont ceux qui rejettent ces divisions , ces rivalités qui ne profitent qu'à une petite minorité dont le seul objectif reste le maintien du statu-quo et de leurs privilèges. Des observateurs de la scène libanaise parlent de « vétocratie », les chefs des différentes obédiences

s'opposant systématiquement aux propositions qu'ils jugent défavorables à leur clan.

Une bonne partie de la population libanaise veut le départ de ces chefs de guerre (qui sont souvent entre autres choses les riches propriétaires d'entreprises de BTP, diversification oblige), mais après la catastrophe du 4 août , même si la colère populaire gronde, on peut craindre que les « généreux donateurs », les fournisseurs de l'aide internationale ne veuillent contrôler de très près l'évolution de la situation politique. Les réformes structurelles du Liban dont rêve Emmanuel Ier, roi des français ne sont sans doute pas à la hauteur du changement souhaité par les libanais en révolte. Il est malheureusement probable, que l'on dégouttera au fond d'un placard des politiciens bien propre sur eux et qu'on renverra avec beaucoup d'égards les vilains corrompus. Mais très vite, à l'usage, les intègres se révéleront aussi corrompus que ceux qu'ils ont remplacés puisque comme l'a si bien formulé Louise Michel, « tout pouvoir corrompt ».

Le communautarisme a prouvé au Liban son extrême nocivité. Les courants, qui en France et ailleurs militent pour l'instauration d'une société fondée sur le communautarisme devraient se pencher sur ce malheureux exemple. Nous sommes tous des êtres humains, des citoyens du monde,et la seule réelle identité que nous ayons, c'est la place que nous occupons dans la société, notre appartenance à la classe des exploités ou à celle des exploitateurs. L'exemple du Liban montre que la classe dominante sait parfaitement utiliser le communautarisme pour étouffer les luttes sociales et assurer sa suprématie.

Trois compagnons tombés sous des balles fascistes

Trois anarchistes tués dans le maquis. Victimes de balles allemandes en France.

Trois vies fauchées en pleine jeunesse, alors que l'âge de la compréhension commençait à poindre. Car quand tu passes le cap des trente ans, tu commences à voir les choses et à les réaliser avec plus de jugement et quand tu exécute un acte tu sais alors pourquoi tu le fait.

Le plus âgé d'entre eux était Aguado, un homme qui avait appartenu au mouvement et à la spécifique [la FAI] depuis qu'il était enfant. Il était le véritable anarchiste. Il ne prenait que ce qu'il avait besoin pour faire sa journée, le reste était de trop. Et s'il avait quelque chose à manger, il devait être partagé avec quelqu'un qui n'en avait pas, il le faisait avec mille amours. Pour lui, il n'y avait pas de privations, sinon des besoins. Tristesse d'une vie fauchée !

L'autre compagnon était García. Un compagnon imprégné des idées et du Mouvement. Il avait été en Espagne le secrétariat des jeunes de la région de



*Ricardo García, Francisco Aguado,
Angel Mombiola*

Valence. Cela supposait qu'il connaissait cette jeunesse libertaire de 31 à 39 ans qui luttait si durement pour la cause que le peuple en général avait fait sien. Ce fut sa jeunesse.

Quant à Mombiola, le plus jeune d'entre eux, il était l'exemple du véritable autodidacte,

de l'homme véritablement cultivé, doté d'une intelligence claire. L'homme de plume en même temps que de combat. Celui qui propageait les idées par l'exemple. Le vrai compagnon. Je me souviens que pendant la guerre, ils voulaient le nommer commandant d'un Bataillon de la Colonne Durruti. Il répondit : « Je ne veux commander personne, je veux être soldat et rien d'autre. »

Il ne le voulait vraiment pas. Puisqu'il était contre la militarisation. Il aimait être ce qu'il était: un milicien du mouvement révolutionnaire. Mouvement qui s'était tellement accru parmi le peuple espagnol, qui défendait la cause des travailleurs eux-mêmes. Pas supérieur. Pas

inférieur. Ni riche ni pauvre. De cette transformation sociale, Mombiola voulait être soldat. Mais pas d'une armée de militaires.

Et pour ne pas s'être militarisé, il fit partie d'un groupe de dynamiteurs. Et après la perte de l'Aragon, [il entra] dans le bataillon confédéral jusqu'à notre entrée en France en 1939. Où après mille calamités, il rejoint le maquis, où il laissa sa vie, comme les autres compagnons. Et tant d'autres qui la sacrifièrent, en France comme en Espagne.

En leur mémoire, j'écris ces lignes qui prouvent que ceux d'entre nous qui les connaissent et les aiment ne peuvent pas les oublier.

Maria MOMBIOLA

Espoir CNT-AIT, n° 394, Aout 1969

Extrait de la brochure « Anarchistes, pas Républicains ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE » disponible contre 8 euros en chèque à l'ordre de CNT-AIT, adressé à CNT AIT 7 rue St remesy 31000 TOULOUSE

A la mémoire de Teclé HAGOS, mort il y a 79 ans au camp de concentration du Vernet.

Il faisait partie d'un groupe d'éthiopiens, souvent étudiants, venus dans les années 36-37 rejoindre leurs frères espagnols dans la lutte commune contre le fascisme, qui venait juste de soumettre militairement l'Ethiopie.

Après la défaite de la république espagnole en 1939, il partit sur les routes de l'exil, avec les espagnols et les internationaux de 54 nationalités dont il avait partagé les espoirs et les défaites. Il fut emprisonné par la république comme "étranger indésirable" au Camp du Vernet d'Ariège, au même titre que 12000 anarchistes de la Colonne Durruti.

À la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, quelques mois plus tard, ils furent rejoints par des antifascistes allemands ou italiens, internés car "citoyens d'une nation belligérante" ... plus tard, à partir de 1942, des juifs rafles par la politique raciste et racialiste de Vichy y furent envoyés.

Les conditions d'internement, décrites par l'écrivain Arthur Koestler (lui-même interné au Vernet d'octobre 1939 à janvier 1940) dans son livre "La Lie de la terre", furent particulièrement terribles. Beaucoup y succombèrent.

Teclé HAGOS est enterré ici, en terre de France, loin de son Ethiopie natale, en compagnie de ses frères de combats, cette "lie de la terre" cosmopolite et mixte, avec qui il avait partagé le rêve d'une Humanité fraternelle.

N'oublions pas !



Serbie : La lutte de classe, pas des élections parlementaires!

(résultats des élections du 21 juin 2020 en Serbie : 51,11% d'abstention)

En Serbie, A l'occasion des prochaines élections corona-législatives du 21 juin 2020, l'Initiative Anarcho-Syndicaliste (ASI) a organisé une autre campagne anti-électorale en collant des affiches avec le message << la classe ouvrière ne vote pas ! >> En tentant de faire croire que voter aux élections revient à contrôler sa vie, les politiciens et les patrons essaient de nous amener aux urnes de toutes les manières possibles. Cependant, nous – les travailleurs combattifs – savons que les élections sont un piège. Le vote aux élections est un acte qui non seulement ne contribue pas à la lutte pour la libération de la classe ouvrière, mais permet également à la classe dirigeante de présenter son exploitation comme légitime. En plus de cela, les élections mettent cette fois directement en danger notre santé – puisqu'elles ont été organisées pendant l'épidémie de coronavirus, qui se poursuit toujours.

Ce qui distingue ces élections des précédentes, c'est qu'en tentant de déstabiliser le système du comprador allemand dirigé par le Parti progressiste serbe (SNS), certains partis d'opposition (principalement pro-américains) avancent que le boycott des élections est une arme anti-système très efficace contre laquelle le régime doit engager une grande quantité de ressources. Cependant, leur boycott est une tromperie temporaire de politiques muets, qui tenteront de mobiliser à nouveau le peuple à la prochaine occasion. Une autre spécificité de ces élections est qu'une liste ouvertement fasciste et antivax est en lice pour la première fois. Cependant, le souvenir de l'expérience régionale, ainsi que l'étendue des activités de ces bandits dans le pays, montre clairement qu'il s'agit d'un phénomène marginal sans aucune chance d'approcher même une représentation (réduite). Il est évident qu'il s'agit d'un projet de régime sans perspective, dont le rôle principal est de pacifier et de diviser la droite radicale, et en particulier les véritables fascistes pro-américains d'opposition qui préparent des manifestations avant les élections.

Toute l'histoire des luttes ouvrières montre clairement que tous les droits et toutes les améliorations des conditions de vie et de travail, et même les tentatives de changer radicalement la société, ont été réalisés par la classe ouvrière exclusivement par une lutte directe contre le patronat et l'État. Les grèves, les protestations et les blocus sont le seul moyen par lesquels la classe dirigeante a été frappée et forcée de reculer. La politique parlementaire, essentiellement anti-démocratique, a toujours servi exclusivement à pacifier et à saboter les luttes de classe des couches les plus larges contre ceux au pouvoir. Malheureusement, comme nous le montrent les récentes luttes social-démocrates de droite en Grèce (Syriza), en Grande-Bretagne (Corbyn) ou aux États-Unis (Sanders) qui ont échoué, il est nécessaire de souligner à maintes reprises la faillite des expériences parlementaires.

Voter pour tel ou tel voleur ne changera rien! Nous n'avons pas besoin de politiciens paresseux! Nous avons besoin de protestations, de blocus et de grèves! Nous avons besoin d'un changement radical de société, pas du gouvernement! Nous avons besoin d'une lutte de

classe, d'une organisation ouvrière révolutionnaire, pas d'élections parlementaires!

RADNIČKA KLASA NE GLASA! (LA CLASSE OUVRIÈRE NE VOTE PAS!)

Secrétariat de l'Initiative anarcho-syndicaliste Section de l'Association internationale des travailleurs Anarhosindikalistička inicijativa – ASI

LIBAN : le gouvernement est une organisation terroriste

L'explosion de plus de 2700 tonnes d'ammonium à Beyrouth a rappelé à certain d'entre nous de douloureux souvenir, un écho de l'explosion du 21 septembre 2001 d'AZF à Toulouse.

Nous ne pouvons qu'exprimer notre sympathie et notre solidarité avec les libanais, qui luttent depuis des mois contre leur gouvernement de corrompus et de voleurs. La situation économique et sociale au Liban a atteint des pics d'inégalités jamais vu encore dans ce pays : 7 milliardaires possèdent 13,3 milliards de dollars, soit dix fois plus que 50 % de la population à revenu modeste. Les 1 % les plus riches, soit 42 000 personnes, possèdent 58 % de la richesse de l'ensemble de la population

Un mouvement inédit avait démarré depuis l'automne 2019, qui pour la première fois rejetait les division communautaires. Ce mouvement avait démarré, comme pour les Gilets jaunes, suite à l'annonce d'une nouvelle taxe sur l'essence et les appels téléphoniques. Et comme le Hirak algérien, il exigeait que la classe politique dégage. nos compagnons anarchistes de Kafeh (la lutte) étaient en première ligne de ce mouvement populaire. Contactés, ils nous ont rassurés sur le fait que seul un compagnon avait été blessé mais sans gravité/ Par contre d'autres compagnons ont vu leur appartement détruit, et la ville est un champ de ruine.

Dans le jour qui a suivi l'explosion, les compagnons Libanais ont sorti une affiche qui n'est pas sans rappeler celle que nous avons aussi sortie après AZF : le gouvernement libanais est une organisation terroriste. Ils participent également à un réseau de solidarité et d'entraide directe.



LA CLASSE OUVRIERE IRANIENNE A BESOIN DE NOTRE SOLIDARITE ET DE NOTRE SOUTIEN

رگراک ی هق ببط
ام ین ابیت شپ و ی گتس بمه هب ناری
تسا دن مزای ن

châtiments corporels par le fouet. La juste cause des luttes de la classe ouvrière iranienne et la grève des travailleurs de Haft Tappeh ont besoin de notre solidarité et de notre soutien

À BAS LE RÉGIME DU CALIFAT ISLAMIQUE
CAPITALISTE CHIITE EN IRAN SOLIDARITÉ DE LA
CLASSE OUVRIERE CONTRE L'OPPRESSION ET
L'EXPLOITATION DANS LE MONDE

COMMERCE : NON AU TRAVAIL DU DIMANCHE

Nous relayons une initiative de nos compagnons de l'initiative Anarcho Syndicaliste (ASI, Anarhosindikalistička inicijativa – ASI) de Serbie, mais qui pourrait tout à fait s'appliquer en France

[Anarhosindikalistička inicijativa – ASI](#)

Au cours des années précédentes, notre site a publié à plusieurs reprises des interviews écrites et vidéo avec des travailleurs du secteur des services en Serbie. Ces entretiens détaillent les conditions de travail inhumaines dans ce secteur: les salaires sont généralement minimales, parfois inférieurs au minimum; les heures supplémentaires sont implicites, souvent non rémunérées; les emplois eux-mêmes sont trop pénibles et avec de courtes pauses. Il est également à noter que les patrons n'emploient jamais suffisamment de travailleurs pour faire encore plus de profit, et le harcèlement par les patrons et les gestionnaires est quotidien. La situation est similaire ou presque identique dans l'ensemble du secteur, et pas seulement dans les magasins individuels ou les chaînes de vente au détail.

La pandémie du coronavirus nous a montré que le travail des vendeurs, des commerçants et des autres employés de magasin est essentiel, mais aussi que le travail des supermarchés le dimanche, même tous les week-ends, n'est pas nécessaire. Les patrons veulent forcer le commerce à travailler chaque jour afin de récolter le plus de profit possible, et leurs associés de l'État les soutiennent en cela, élevant hypocritement les travailleurs en héros, et en même temps permettant qu'ils soient toujours plus exploités.

Pour cette raison, les travailleurs du commerce – qui eux aussi ont des familles, des amis, le désir et le droit de prendre régulièrement des jours de repos – sont obligés de travailler le week-end, ainsi que pendant les vacances.

Le temps et l'expérience ont montré que seule l'organisation de travailleurs peut forcer les patrons et l'État à améliorer les conditions de travail, et en réponse aux mauvaises conditions mentionnées, un groupe s'est formé: «Au moins le dimanche et les jours fériés, civils ou religieux, soyez chez vous, pas dans les magasins!». Le groupe compte déjà plus de 35 000 travailleurs, et leur demande est claire – pas de travail le dimanche et les jours fériés!

Notre initiative soutient pleinement les actions et la lutte de ce groupe de personnes, ainsi que de tous les travailleurs du secteur des services. Nous vous invitons tous à rejoindre le groupe et à soutenir leur combat, pour commencer par BOYCOTTER le dimanche! Nous vous informerons de la poursuite de la campagne et des autres actions sur notre site Internet dans la période à venir.

La solidarité est notre force! N'achetez pas le dimanche!

<https://www.facebook.com/groups/528340608070888>

Une nouvelle série de grèves de protestation a éclaté chez les travailleurs de l'usine de sucre de canne « Haft Tappeh » à Ahwaz dans le sud-ouest de l'Iran.

Le mouvement a commencé le lundi 15 juin 2020.

Aujourd'hui 28 juillet 2020 la grève est entrée dans son 44e jour. Le «Syndicat des travailleurs de l'usine Haft Tappeh» soutient pleinement les justes revendications des travailleurs

Le «Complexe agro-industriel de la canne à sucre Haft Tappeh à Ahwaz» est situé dans la province du Khuzestan près du golfe Persique du sud-ouest de l'Iran. L'usine a démarré ses opérations pour la première fois en 1966. Dans ce grand complexe industriel du Moyen-Orient, plus de 7 000 travailleurs s'emploient principalement à produire du sucre de canne, mais aussi toute une gamme de co-produits, tels que l'alimentation pour le bétail et la volaille ou des moulins à papier.

Depuis sa privatisation en 2015, sur fond de corruption, les conditions de travail se sont terriblement dégradées. Depuis le transfert du capital aux propriétaires actuels, la dette de la compagnie a explosé, les propriétaires exigeant des travailleurs toujours plus d'efforts pour combler le déficit artificiellement creusé. Le Syndicat des travailleurs de Haft Tappeh a été créé en 1974 et n'a jamais cessé la lutte pour les travailleurs, quel que soit le régime.

Aujourd'hui, après quarante-quatre jours de grèves, Gholam Hossein Ismaili, le porte-parole du «système judiciaire» du califat islamique capitaliste chiite en Iran, a averti les grévistes en lutte: « VOUS DEVEZ RETOURNER AU TRAVAIL ET NE PAS ARRÊTER LA PRODUCTION » !! Mais les travailleurs réclament, entre autres: le paiement immédiat des salaires impayés depuis plus de trois mois, la prolongation du contrat pour l'assurance sociale et médicale et le retour au travail des collègues licenciés, dont Ismail Bakhshi. Mais aussi la suppression de la propriété privée de la Haft Tappeh Sugarcane Company, la restitution aux travailleurs du capital volé par les propriétaires esclavagistes et la punition d'Omid Assad Beigi, PDG de l'entreprise et de son associé Mehrdad Rostami

Entre autres choses, le pouvoir fasciste au pouvoir dans le pays a tenté de mettre en œuvre sa politique économique néolibérale, malgré la résistance des travailleurs, en 2015, l'entreprise a été cédée à Omid Assad Beigi et Mehrdad Rostami, deux capital-risqueurs privés. Les travailleurs de cette usine ont manifesté à plusieurs reprises et se sont mis en grève plus de cent fois au cours des cinq dernières années. Jusqu'à présent, un grand nombre de travailleurs protestataires de Haft Tappeh ont été arrêtés, torturés et condamnés par le «tribunal révolutionnaire» à l'emprisonnement et aux